

Citiz, un réseau coopératif d'autopartage

Citiz est le 1er réseau coopératif d'autopartage en France. Fondé en 2002, il regroupe aujourd'hui 15 opérateurs locaux d'autopartage indépendants. Le réseau est ainsi présent dans plus de 80 villes françaises. Ces services permettent à 20 000 adhérents de se partager l'usage de 1000 voitures réparties sur près de 500 stations.

Citiz est mis en œuvre localement par des sociétés coopératives, des associations, des entreprises publiques, sans but lucratif. Les usagers et les collectivités y participent aux décisions, dans l'intérêt de tous.

Le réseau Citiz a adopté la forme d'une société coopérative de consommation. Le capital et les décisions y sont majoritairement aux mains des structures locales d'autopartage.

Les abonnés d'autopartage ont accès à toutes les voitures du réseau. Pour ce faire, le réseau national s'occupe pour les structures locales de la gestion et mise à disposition du système technique (logiciel de réservation, ordinateurs de bord...). Les structures locales mutualisent également une centrale d'appel 24h/24 pour les abonnés, un partenariat avec la Macif pour l'assurance, des achats groupés (notamment pour les véhicules et leur entretien), la marque Citiz et ses outils de communication, etc.

Éléments intéressants

La Louve, un supermarché coopératif et participatif

Situé dans le 18ème à Paris, La Louve prend modèle sur le supermarché de Park Slope Food Coop (Brooklyn, New York). Il fonctionne sur un modèle d'autogestion innovant qui permet de réduire les coûts tout en payant un prix juste aux producteurs. *Comment ?* Les membres de la coopérative s'engagent à travailler bénévolement 3 heures tous les 3 mois pour garantir le fonctionnement du supermarché. En échange de quoi, ils ont accès à une nourriture de qualité à des prix parmi les plus bas du marché.

L'engagement financier des coopérateurs de La Louve est d'un montant minimum de 100€, 10€ pour les personnes percevant les minima sociaux, ce qui confère le statut de coopérateur-investisseur de la coopérative.

Grâce au surplus de main d'œuvre rendu possible par le modèle du bénévolat, ce type de supermarché permet de générer d'autres actions créatrices de lien social dans le quartier. La coopérative de Brooklyn a par exemple pu ouvrir une garderie et mettre à disposition du personnel aidant au transport des courses.

Pour assumer le financement de l'aménagement de leur local il fallait initialement aux porteurs du projet récolter 150 000 euros et réunir 900 coopérateurs. La coop en compte aujourd'hui 1 300 et est financée à hauteur de 157 000 euros.

Éléments intéressants

Ecto, un espace coopératif de coworking

Créée en 2009, La coopérative de solidarité Ecto est un espace coopératif de travail (co-working) situé au cœur de Montréal. Elle propose trois types d'abonnement : A la carte, Bureau flexible et Bureau fixe.

La coopérative offre un ensemble de service à la communauté de cowokers :

l'accès à une **salle de conférence** équipée d'un projecteur et pouvant accueillir 6 à 8 personnes, des **stations de travail meublées**, un **services d'impression**, de photocopie et de numérisation, **Internet** sans fil haute vitesse illimité, l'**entretien ménager** régulier de l'espace, une **adresse postale** professionnelle, l'accès à une **cuisine équipée**, deux **cabines téléphoniques** pour passer et recevoir des appels en toute intimité, un **espace créatif** avec fauteuils et canapés, munie de murs-tableaux, et pouvant accueillir 12 à 15 personnes, une **zone de repos** pour vos siestes et vos rencontres informelles et l'animation d'une **salade collective** tous les jeudis !

Ecto accueille des travailleurs indépendants, des petites organisations et des micro-entreprises. Aujourd'hui, la communauté d'Ecto compte plus de 100 entrepreneurs. Certains d'entre eux ont fait le choix de devenir membre de la coopérative (350\$). Outre les avantages financiers qui en découle, devenir membre d'ECTO permet de prendre part aux décisions qui concerne l'organisation et l'aménagement de l'espace de coworking.

Éléments intéressants

La Remise, une bibliothèque d'outils

Initiée en 2015 par le collectif citoyen Villeray en Transition, La Remise est une coopérative de solidarité à but non lucratif située à Montréal. Elle a pour mission de mettre en commun des appareils utilitaires, des espaces de travail et des connaissances afin d'augmenter la capacité d'agir de ses membres tout en facilitant une transition vers un mode de vie plus résilient, solidaire et écologiquement responsable. Peuvent être membre de La Remise des particuliers (10\$) et des professionnels (50\$).

La Remise entrepose des outils d'usage commun (cuisine, menuiserie, artisanat, mécanique, jardinage, électricité, etc.) qui sont mis à la disposition de ses membres sous forme de prêts.

La Remise offre aussi un espace de travail doté de nombreux outils spécialisés ainsi que la possibilité de suivre des formations ou des ateliers portant sur divers thèmes. Les membres y développent leurs savoirs faire et leurs habiletés manuelles en plus d'y faire des rencontres intergénérationnelles et interculturelles.

La Remise est un projet 100% bénévole. En échange d'un engagement minimum de 8 heures par mois, les bénévoles ont un accès gratuit aux services de La Remise ainsi qu'à des formations.

Éléments intéressants

Ici Montreuil : une usine pour les créateurs

ICI Montreuil est un 'Creative Space' pour les artistes, les artisans, les entrepreneurs et les start-ups de la création. Dans un espace de 1.700 m² situé à Montreuil (Paris Est) dans une partie de l'ancienne usine de fabrication de matériel électrique Dufour (fermée en 1981), les résidents disposent – en contre-partie d'un abonnement mensuel - d'un espace de travail et des services mutualisés, d'un accès privilégié (-25%) et prioritaire à un media lab, des studios photo équipés, des formations animées par des pros, des ateliers pour travailler le bois, le métal, le tissu et le cuir, une boutique, un restaurant, un réseau de faiseurs et de compétences, des soldes privées et des vernissages.

ICI Montreuil est piloté par la SCIC (Société Coopérative d'Intérêt Collectif) MADE IN MONTREUIL (agrée Entreprise Solidaire depuis Septembre 2012). Fondée le 2 juillet 2102, MADE IN MONTREUIL compte à ce jour 15 Sociétaires : des entrepreneurs, des artistes ainsi que la Mairie de Montreuil et l'Agglomération Est Ensemble. Sa mission est d'aider ses utilisateurs (adhérents & résidents) à développer leur activité économique et d'offrir des emplois à des personnes en difficulté. Les Adhérents ont la possibilité de devenir sociétaire dès qu'ils ont atteint le 12ème mois de leur abonnement.

Éléments intéressants

Bulb in town : une usine pour les créateurs

Bulb In Town est un site de financement participatif dédié exclusivement aux projets de proximité : commerces, restaurants, cafés, bars, associations de quartier, artisans... Son rôle est d'aider les petites entreprises à se renouveler, de façon à pouvoir faire face aux grandes industries. Pour cela, Bulb In Town fait appel aux habitants d'une ville, d'un arrondissement, afin de sauver l'attractivité des petites entreprises, permettant aussi de renforcer les liens sociaux. Bulb In Town propose deux modes de financement :

Le don contre don (soutien contre contreparties) : Ce mode de financement est particulièrement adapté pour des projets visant le grand public, en phase de création ou de développement. Bulb In Town se rémunère par commission (5% du montant collecté, +3% de frais bancaires). Un coach projet est assigné pour chaque porteur de projet afin d'optimiser la préparation et la conduite de la campagne de crowdfunding.

L'investissement (financement en capital) : Ce mode de financement permet d'ouvrir le capital de l'entreprise aux particuliers et investisseurs professionnels. Bulb In Town prend en charge les aspects juridiques et administratifs, la formalisation d'une note d'investissement et appuie la campagne de communication.

Éléments intéressants

Énergie Partagée en Alsace

En 2010 est née la coopérative locale de production d'énergie électrique renouvelable, Énergie Partagée en Alsace. Soutenus financièrement par la Région Alsace et l'Union-Européenne (Fond social européen type 4-2.3), la coopérative porte des projets de production d'énergie renouvelable financés par le grand public (centrale solaire, énergie éolienne...).

Énergie Partagée en Alsace permet ainsi aux habitants de se regrouper et de mutualiser leurs ressources pour financer un projet commun de production d'énergie renouvelable. Cet investissement privé n'est pas à but d'enrichissement, mais son risque financier est très limité. Les revenus annuels sont par ailleurs confortés par des contrats de vente d'électricité de 20 ans à EDF.

Ces projets sont installés sur les toits de bâtiments publics et privés (bâtiment agricole par exemple) – dans le cadre d'un contrat de location de toiture. A l'heure actuelle, Énergie Partagée en Alsace a permis l'installation de huit centrales photovoltaïques.

La participation comme coopérateur, donc comme sociétaire, est ouverte à toute personne physique ou morale. Les collectivités locales ne peuvent pas en devenir actionnaires.

Éléments intéressants

TimesFree : échanger des services avec ses voisins

TimesFree permet à des particuliers de créer des groupes d'échange de services - comme une coopérative de baby-sitting ou un cercle de marche de chien. Lorsque quelqu'un rejoint TimesFree, il peut décider d'intégrer un groupe d'échange existant à proximité de son lieu d'habitation – ou créer son propre groupe d'échange. Chaque groupe possède ses propres règles de fonctionnement, définies par ses membres.

TimesFree une plate-forme de mise en relation de particuliers partageant un même besoin, un même intérêt. Lorsque vous êtes membre d'un groupe, vous pouvez demander un coup de main aux membres de votre groupe – ou apporter votre aide à quelqu'un d'autre. Les échanges sont régulés par une monnaie temps : un point sur TimesFree vaut quinze minutes.

Éléments intéressants

FranceBarter : un réseau d'échanges inter-entreprises

France Barter est un réseau d'échanges inter-entreprises qui centralise et sécurise les transactions d'échanges de biens et services via une plateforme web. France Barter propose ainsi aux entreprises un outil de financement alternatif, « le Barter », permettant aux membres de vendre et d'acheter des biens et services sans sortie de trésorerie – avec d'autres entreprises membres du réseau et implantées dans une même zone géographique.

La "Société Coopérative d'Intérêt Collectif" SCIC France Barter est née en 2014 de la volonté de deux acteurs majeurs sur le marché de l'échange inter-entreprises, les sociétés b2b en trade et e-barter de regrouper leurs réseaux respectifs dans une structure coopérative commune afin de développer pour les Membres un nouveau mode de commerce efficace sur un réseau d'une portée nationale.

Peuvent être membre du réseau les professionnels ayant souscrit à une part sociale (100€) au sein de la société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) FRANCE BARTER. Les particuliers ou consommateurs ne peuvent adhérer au Service.

Pour utiliser la plate forme de services FRANCE BARTER, chaque membre de la SCIC doit ensuite souscrire un abonnement annuel et régler une commission pour chaque transaction effectuée au sein du réseau.

Le réseau France Barter est accrédité par le pôle Finance Innovation et également soutenu par le Crédit Coopératif en tant qu'outil d'innovation financière pour les PME françaises.

Éléments intéressants

Le Kit Smart Citizen : un observatoire citoyen de santé urbaine

Le kit *Smart Citizen*, développé par la IAAC et le Fab Lab de Barcelone, se compose d'un capteur et d'un système électronique open source, monté sur une carte Arduino. Il permet à chaque citoyen l'ayant en sa possession de renseigner une carte collaborative en ligne sur l'état d'une ville : pollution, monoxyde de carbone, humidité, température, trafic, son, température, lumière, ondes, etc.

Progressivement se développe ainsi dans la ville de Barcelone un réseau de capteurs situé dans les logements et les espaces publics. La plateforme en ligne et la création des premiers kits ont bénéficié de financements participatifs à hauteur de 20 000 € sur *gotteo.org* et d'environ 70 000 dollars sur *Kickstarter*. Depuis, environ 600 capteurs ont été testés, avec la captation de plus de 135 millions de données.

A Rennes, un projet similaire porté le service santé-environnement de la Ville devrait voir le jour prochainement « Les capteurs citoyens ». Objectif : permettre aux citoyens - à l'aide de boîtiers mobiles - de mesurer la qualité de l'air et du bruit, ou d'analyser sa consommation électrique.

Éléments intéressants